

## Résumé 3 de recherche TransSOL: Faits et analyse sur la solidarité en Europe

*Formes individuelles de solidarité en temps de crise (WP3)*

---

### Introduction

Les allégations que la solidarité internationale est morte - ou au mieux, gravement en péril - se sont intensifiées depuis la crise financière de 2008 et la montée en puissance des parties xénophobes et populistes et des manifestations. Notre enquête portant sur 16 000 européens dans 8 pays a examiné si ces allégations sont vraies, s'il y a un véritable recul de la solidarité européenne, et la mesure dans laquelle la solidarité est ancrée au niveau individuel ainsi que les facteurs qui contribuent à la solidarité ou à sa diminution en temps de crise. Nos résultats indiquent que la solidarité internationale est encore très présente et à l'œuvre en Europe, mais doit faire face à des défis contextuels.

### Résumé des principaux résultats

#### **La solidarité reste forte au niveau national et en dehors.**

Une forte majorité des répondants à l'enquête a indiqué un soutien pour l'aide au développement de l'UE pour les pays non européens et pour les politiques publiques de redistribution, considérant que la réduction de l'inégalité des revenus est un objectif important. Une majorité de répondants a aussi indiqué qu'ils ont participé à des initiatives de solidarité dans leurs propres pays, indiquant une volonté de lutter activement contre les inégalités.

#### **La solidarité entre les Européens n'a pas le même niveau de soutien.**

Le soutien d'une solidarité fiscale en relation à la dette publique avec les autres pays européens était plus fort que l'opposition, mais des divisions existent entre les citoyens de différents pays. Quelques répondants sont en faveur que leur gouvernement fournisse des fonds supplémentaires à l'UE pour l'aide aux réfugiés plutôt que de s'y opposer; et quelques répondants ont indiqué avoir entrepris une action de solidarité pour des causes dans d'autres pays membres de l'UE plutôt que dans leur propre pays.

#### **La solidarité est conditionnelle.**

Les résultats de l'enquête indiquent que les Européens voient la solidarité comme un échange plutôt que comme un acte inconditionnel. Les répondants tendent à montrer une préférence pour offrir un soutien seulement à ceux qui ont aussi contribué. Concernant les migrants, cela représente de fortes préférences pour l'accès à l'assistance sociale seulement pour ceux qui ont travaillé et payé des impôts ou ont obtenu la citoyenneté.

#### **Le soutien de l'adhésion à l'UE est incertain.**

En dépit d'une majorité déclarant que la sortie de l'UE serait négative pour l'emploi dans les pays interrogés, plus de deux répondants sur cinq ont été positifs ou ambivalents sur les conséquences sur l'emploi si leur pays quitte l'UE. Une majorité de répondants en Grèce voterait pour la sortie de l'UE - et une majorité de répondants suisses se prononceraient contre l'entrée dans l'UE si un

référendum était organisé aujourd'hui. L'attachement à l'UE a aussi été identifié comme mineur par les répondants, par rapport à l'attachement aux régions et aux villes.

### **La solidarité non économique pour la migration et les réfugiés est faible.**

Tandis que la plupart des personnes interrogées ont accepté la migration économique de l'UE, le soutien pour une migration non économique et non UE était faible - avec un répondant sur deux se prononçant en faveur de restrictions ou d'interdictions pour la migration non UE. Peu de répondants se sont prononcés en faveur d'accepter plus de réfugiés syriens, avec la majorité suggérant de maintenir les chiffres actuels ou d'admettre moins de réfugiés.

### **Le contexte est important.**

Les résultats de plusieurs questions différaient selon le pays. Le soutien pour la solidarité financière et intra-européenne tendait à être supérieur dans les pays d'Europe du Sud - tout comme un manque de conviction que l'entrée dans l'UE est bénéfique, tandis que le soutien pour l'UE tendait à être supérieur en Allemagne, au Danemark et en Pologne, la France et le Royaume-Uni se situant entre les deux.

## **Interprétations**

Plusieurs leçons peuvent être tirées des résultats de l'enquête qui pourraient être utiles pour établir des politiques.

### **Mécanismes de solidarité**

Des opportunités existent pour maintenir ou augmenter les mécanismes de solidarité au niveau de l'état, alors que la réduction des inégalités parmi les citoyens a reçu un fort soutien dans tous les pays interrogés.

### **Fonds de sauvetage de l'UE**

Même si le soutien pour et contre le regroupement de fonds pour l'allègement de la dette a été relativement réparti uniformément, un nombre important de personnes (29%) reste indécis et seulement 12% sont fermement opposés, ce qui fournit des opportunités pour un engagement futur.

### **Adhésion à l'UE**

Même si le soutien, pour l'entrée dans l'UE est faible dans certains pays, un résultat positif qui pourrait être utile est qu'en général les Européens estiment que faire partie de l'UE est une bonne chose, même s'ils déclarent que cela n'a pas été bénéfique financièrement.

### **Réfugiés**

Plus d'Européens sont plutôt opposés au soutien financier au niveau de l'UE pour les réfugiés qu'en sa faveur. Pourtant, 1 personne sur 4 est indécise et par conséquent susceptible d'être convaincue.

Même si un grand nombre de personnes ne sont pas en faveur d'une arrivée supplémentaire de réfugiés syriens, les personnes plus attachées à l'UE sont plus en faveur d'accepter plus de réfugiés, indiquant que ces deux positions sont parallèles dans une certaine mesure.

### **Migration**

Le soutien pour la migration est étroitement lié aux opportunités d'emploi dans l'UE, à la fois pour les citoyens de l'UE et ceux n'appartenant pas à l'UE. Les mesures politiques qui soutiennent l'emploi et la redistribution sociale sont par conséquent plus enclines à susciter une plus grande acceptation de la migration.

## Principaux résultats

Les résultats de la solidarité européenne indiquent que la solidarité européenne reste forte. Une vaste majorité d'Européens soutiennent l'aide au développement (62%) et peu estiment qu'il ne s'agit pas d'une priorité (14%) (voir le Tableau 1); plus de la moitié des Européens sont intervenus pour soutenir les droits des personnes dans leur propre région et environ un tiers pour soutenir les autres citoyens de l'UE et les personnes résidant en dehors de l'UE (voir le Tableau 2). 68% des personnes croient en l'importance de la suppression des grandes inégalités entre les citoyens et peu de personnes (9,3%) estiment que cette question n'est pas importante (voir le Tableau 3).

Le soutien pour des fonds UE pour assister d'autres membres de l'UE, ayant des difficultés pour s'acquitter de leurs dettes, désignés fonds de sauvetage est une question plus nuancée. Même si les Européens sont généralement plus solidaires (41% à 30%), la volonté publique de soutenir la dette est souvent plus faible dans les pays européens du Nord que dans les pays européens du Sud et, ce qui est presque surprenant, aussi faible au Danemark et au Royaume-Uni qui ne participent pas au fonds de sauvetage, qu'en Allemagne (voir le Tableau 4, Figure 1).

À la question posée pour déterminer si une aide financière peut être accordée ou non à d'autres états membres de l'UE, les arguments moraux et bénéfiques semblaient moins convaincants que les arguments selon lesquels, à un moment donné, chaque membre peut avoir besoin d'aide (44% partagent cet avis) et que l'aide financière ne doit pas être accordée à des pays qui ont des antécédents de mauvaise gestion des subventions (35%) (voir le Tableau 6).

Lorsqu'il est question d'offrir un soutien financier à l'UE pour l'accueil des réfugiés, les Européens ont clairement besoin d'être plus

convaincus, avec 35% indiquant qu'ils sont favorables contre 39% qui déclarent n'être pas favorables (voir le Tableau 5). De manière similaire, les Européens restent peu convaincus de fournir une aide sociale aux migrants, 42% estimant qu'ils devraient seulement venir après avoir travaillé et payé des impôts pendant un an et 30% déclarant qu'ils devraient seulement venir, pourvus de la citoyenneté (voir le Tableau 7)

### Cas isolés de la solidarité européenne

Les résultats suggèrent que dans certains domaines, des répondants de certains pays s'écartent de la moyenne européenne en ce qui concerne la solidarité européenne, ce qui signifie que les interventions de politique peuvent nécessiter une adaptation distincte. Cela inclut:

- Le soutien pour l'aide au développement est plus faible en Pologne que la moyenne européenne, avec 21% des répondants estimant que cette question n'est pas très importante, voire pas du tout.
- Les politiques sociales de redistribution sont considérées comme moins importantes au Danemark par rapport à la moyenne européenne, avec 49% estimant qu'elles sont plutôt ou très importantes et plus de 19% estiment qu'elles ne sont pas très importantes, voire pas du tout.
- Le regroupement de fonds européens pour soutenir les états membres européens ayant des problèmes de dettes a reçu un soutien supérieur à la moyenne en Grèce, Italie et Pologne, par rapport aux autres pays interrogés.

### Adhésion et attachement à l'UE

Les réponses concernant l'adhésion à l'UE ont été très différentes selon la question posée et la nationalité de la personne interrogée.

Pour l'une des questions fondamentales pour déterminer si l'adhésion à l'UE est positive pour l'emploi, la grande majorité des répon-

dants estime que oui (41%), néanmoins une grande proportion (43%) est neutre ou estime que l'adhésion à l'UE a eu une incidence négative sur l'emploi (voir le Tableau 8).

En dépit de ce résultat, la majorité des répondants au Danemark, en France, en Allemagne, en Italie et en Pologne voterait pour rester dans l'UE, si un référendum avait lieu. Cela n'est sans doute pas surprenant mais une petite majorité de répondants britanniques voteraient pour la sortie de l'UE et une majorité nette de Suisses se prononcerait contre l'entrée dans l'UE, mais aussi une majorité de répondants grecs ont indiqué qu'ils voteraient pour sortir de l'UE et dans une plus forte proportion que les répondants britanniques (46% à 38%) (voir le Tableau 9).

Sur la question britannique, les répondants étaient en grande partie divisés sur la sortie ou le maintien du Royaume-Uni dans l'UE (41,1% en faveur du maintien et 41,7% en faveur du Brexit). Un soutien pour le maintien du Royaume-Uni était particulièrement fort en Allemagne et en Pologne, tandis que le soutien pour la sortie du Royaume-Uni était plus fort en France, en Grèce et en Italie (voir le Tableau 10).

En dehors de cas spécifiques et de manière plus générale, une majorité de répondants dans tous les pays de l'UE, excepté la Grèce mais comprenant le Royaume-Uni pense que l'adhésion à l'UE est une bonne chose (voir le Tableau 11). Ceci malgré un nombre supérieur de répondants en France et en Italie, ainsi qu'en Grèce, qui ont déclaré que leur pays n'a pas bénéficié de l'adhésion à l'UE, au nombre de répondants estimant que cela a été positif (voir le Tableau 12).

Lorsqu'il s'agit de l'attachement à l'UE, les répondants de tous les pays se sentaient moins, et dans la plupart des cas, bien moins attachés à l'UE qu'à leur ville, région, pays ou même le monde et l'humanité en général (voir le Tableau 13).

### **Cas isolés principaux pour l'adhésion à l'UE**

Sur la question de l'adhésion à l'UE, les pays étaient largement divisés sur plusieurs questions, tel qu'il est mentionné ci-dessus. Néanmoins, s'il y avait une uniformité dans une grande mesure, certains cas isolés ont pu être identifiés:

- La Grèce était le seul pays de l'UE pour lequel une grande majorité de répondants a répondu que quitter l'UE serait plus positif que négatif pour l'emploi.
- Les répondants en Allemagne et en Pologne seraient plus enclins à voter pour rester dans l'UE et comme il a été susmentionné, la Grèce et le Royaume-Uni sont les seuls membres actuels de l'UE qui voteraient pour la sortie de l'UE.
- La Suisse voterait en masse pour rester en dehors de l'UE, si un vote avait lieu.
- La Pologne et l'Allemagne sont aussi les pays où la plupart des répondants sont en faveur de rester dans l'UE, tandis qu'en France et en Suisse, les répondants sont plus en faveur de quitter l'UE.
- En Grèce, en Italie et avec une faible marge, en France, les répondants sont plus enclins à dire que leur pays n'a pas bénéficié de l'UE plutôt que le contraire.

### **Migration**

Les Européens partagent des vues très homogènes sur la migration interne dans l'UE. Un certain soutien, quoique limité, pour une migration inconditionnelle existe (15%). Il existe un grand soutien pour la migration dans le cadre de l'emploi (46%), un certain soutien pour des restrictions des quotas de migration (25%) et presque pas de soutien pour mettre fin aux déplacements libres (voir le Tableau 15). Les résultats sont similaires pour les migrants non UE, mais avec un faible degré de soutien pour des frontières ouvertes (6,3%) et un soutien plus grand pour des frontières complètement fermées (11%), avec un degré supérieur d'équilibre entre ceux soutenant la migration liée à l'emploi (37%) et ceux en

faveur des restrictions en nombre (36%) (voir le Tableau 16).

Les résultats de notre enquête relatifs à l'acceptation des réfugiés fuyant la guerre en Syrie montrent que la plupart des gens pensent que leur pays devrait continuer à accepter le même nombre de réfugiés (27%) ou devrait admettre un nombre inférieur (31%), avec 12% estimant qu'un nombre plus élevé de réfugiés devrait être accepté et 20% déclarant qu'aucune personne ne devrait être acceptée (voir Tableau 17, Figure 2).

#### **Principaux cas isolés**

- Une forte proportion de répondants grecs est en faveur de la migration intra-communautaire sans conditions par rapport à

la moyenne et un faible nombre de répondants par rapport à la moyenne, originaires de France, Suisse et Royaume-Uni pensent de même.

- En Grèce et en Allemagne, plus de la moyenne des répondants sont en faveur d'un nombre réduit de réfugiés syriens, bien qu'un nombre d'Allemands supérieur à la moyenne suggère aussi de maintenir les mêmes quotas.
- Le soutien aux réfugiés syriens est particulièrement élevé au Danemark et au Royaume-Uni où les répondants sont en faveur d'accepter plus de réfugiés. En revanche, la position inverse, à savoir n'accepter aucun demandeur d'asile venant de Syrie reçoit particulièrement des suffrages élevés en Pologne et supérieurs à la moyenne en France.

## Annexe: Tableaux et figures

Tableau 1: L'Union Européenne fournit une aide au développement pour assister certains pays en dehors de l'UE dans leur lutte contre la pauvreté et la contribution au développement. Dans quelle mesure, pensez-vous qu'il est important d'aider les personnes pour le développement de leur pays ?

	Pas du tout important	Pas très important	Aucun des deux	Plutôt important	Très important	Total N
<b>DK</b>	4%	8%	26%	43%	19%	2183
<b>FR</b>	5%	9%	32%	38%	16%	2098
<b>GER</b>	3%	6%	18%	46%	28%	2064
<b>GRE</b>	6%	7%	21%	44%	22%	2061
<b>IT</b>	4%	7%	18%	46%	26%	2087
<b>PL</b>	5%	16%	35%	35%	8%	2119
<b>UK</b>	6%	9%	27%	37%	21%	2083
<b>CH</b>	3%	8%	20%	44%	25%	2221
<b>Total</b>	5%	9%	25%	42%	20%	16916

Tableau 2: Avez-vous déjà fait l'une des choses suivantes pour soutenir les droits des personnes/groupes ?

	Les gens de votre propre pays	Des gens dans d'autres pays de l'UE	Des gens de pays en dehors de l'UE	Droits des personnes handicapées	Les personnes au chômage	Réfugiés/ Demandeurs d'asile	Total N
<b>DK</b>	47%	23%	35%	44%	27%	30%	2183
<b>FR</b>	47%	25%	30%	50%	24%	20%	2098
<b>GER</b>	51%	31%	40%	52%	27%	34%	2064
<b>GRE</b>	62%	35%	36%	62%	58%	36%	2061
<b>IT</b>	47%	32%	33%	49%	36%	28%	2087
<b>PL</b>	59%	35%	37%	65%	40%	27%	2119
<b>UK</b>	38%	19%	25%	35%	19%	22%	2221
<b>CH</b>	59%	34%	45%	67%	33%	33%	2083
<b>Total</b>	51%	29%	35%	53%	33%	29%	16916

\*Au moins l'une des réponses suivantes a été donnée: protester, donner de l'argent ou du temps, produits achetés ou boycottés, adhésion passive ou active

Tableau 3: Éliminer les grandes inégalités de revenu entre les citoyens

	<b>Pas du tout important</b>	<b>Pas très important</b>	<b>Aucun des deux</b>	<b>Plutôt important</b>	<b>Très important</b>	<b>Total N</b>
<b>DK</b>	5,4%	12,7%	33,1%	32,8%	16%	2183
<b>FR</b>	2,4%	5,8%	20,3%	37,5%	34%	2098
<b>GER</b>	2%	6,2%	22,8%	39,3%	29,7%	2064
<b>GRE</b>	1,8%	3,5%	16,7%	35,1%	42,9%	2061
<b>IT</b>	1,4%	3%	14,9%	40%	40,7%	2087
<b>PL</b>	2,6%	5,4%	21,7%	36,5%	33,8%	2119
<b>UK</b>	3,6%	6,7%	28,5%	35,8%	25,4%	2083
<b>CH</b>	3,2%	7,9%	22,3%	38,9%	27,7%	2221
<b>Total</b>	2,8%	6,5%	22,6%	37,00%	31,1%	16916

Tableau 4: L'UE rassemble actuellement des fonds pour aider les pays de l'UE en difficulté à payer leur dette. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord ou non avec cette mesure ?

	<b>Pas du tout d'accord</b>	<b>Pas d'accord</b>	<b>Aucun des deux</b>	<b>D'accord</b>	<b>Tout à fait d'accord</b>	<b>Total N</b>
<b>DK</b>	14%	24%	34%	23%	5%	1939
<b>FR</b>	15%	19%	30%	28%	8%	1903
<b>GER</b>	15%	26%	25%	27%	6%	1914
<b>GRE</b>	7%	4%	24%	38%	26%	1975
<b>IT</b>	5%	11%	18%	47%	19%	1928
<b>PL</b>	8%	12%	42%	33%	6%	1938
<b>UK</b>	18%	23%	25%	27%	7%	1861
<b>CH</b>	14%	22%	31%	28%	5%	1992
<b>Total</b>	12%	18%	29%	31%	10%	15455

Tableau 5: Soutiendrez-vous ou vous opposeriez-vous au gouvernement de votre pays, s'il offre un soutien financier à l'Union Européenne afin d'aider des réfugiés ?

	Fermement opposé	Plutôt opposé	Aucun des deux	Plutôt en faveur	Très en faveur	Total N
DK	16%	17%	25%	27%	14%	2183
FR	26%	19%	29%	21%	5%	2098
GER	12%	17%	24%	35%	12%	2064
GRE	24%	15%	23%	31%	8%	2061
IT	21%	25%	28%	23%	4%	2087
PL	18%	19%	33%	24%	5%	2119
UK	20%	18%	27%	26%	10%	2221
CH	21%	25%	20%	28%	6%	2083
<b>Total</b>	20%	19%	26%	27%	8%	16916

Tableau 6: Il y a plusieurs raisons pour être en faveur ou contre l'aide financière aux pays de l'UE en difficulté. Parmi les réponses suivantes, laquelle décrit le mieux votre opinion ? Plusieurs réponses possibles

	DK	FR	GER	GR	IT	PL	UK	CH	Total
<b>L'aide financière a aussi des effets bénéfiques pour leur propre pays</b>	20%	13%	15%	19%	16%	24%	15%	13%	17%
<b>Il est de notre devoir moral d'aider les autres états membres qui sont dans le besoin</b>	18%	16%	21%	27%	20%	20%	17%	15%	19%
<b>Les états membres devraient s'entraider car un jour ou l'autre chaque pays peut avoir besoin d'aide</b>	33%	37%	45%	59%	52%	49%	31%	42%	44%
<b>L'aide financière ne doit pas être donnée aux pays qui ont fait preuve d'une mauvaise gestion des subventions</b>	40%	37%	40%	22%	26%	38%	42%	38%	35%
<b>Ne sait pas</b>	19%	17%	9%	8%	13%	11%	16%	12%	13%
<b>Total N</b>	2183	2098	2064	2061	2087	2119	2083	2221	16916



Tableau 7: Quand les migrants devraient-ils obtenir des droits aux avantages sociaux et des services à l'égal des citoyens ?

	<b>Immédiatement à l'arrivée</b>	<b>Au bout d'une année de résidence (avec un emploi ou non)</b>	<b>Après avoir travaillé et payé des impôts pendant 1 an</b>	<b>Après l'obtention de la citoyenneté</b>	<b>Jamais</b>	<b>Total N</b>
<b>DK</b>	7%	9%	37%	36%	11%	2183
<b>FR</b>	5%	9%	41%	26%	18%	2098
<b>GER</b>	9%	13%	46%	24%	7%	2064
<b>GRE</b>	8%	8%	34%	35%	15%	2061
<b>IT</b>	8%	7%	38%	36%	12%	2087
<b>PL</b>	7%	8%	43%	32%	10%	2119
<b>UK</b>	6%	8%	46%	27%	14%	2083
<b>CH</b>	6%	9%	52%	23%	10%	2221
<b>Total</b>	7%	9%	42%	30%	12%	16916

Tableau 8: Incidence sur l'emploi si le pays sort de l'UE (en %)

	<b>Ce serait positif</b>	<b>Ce serait négatif</b>	<b>Ne ferait pas de différence</b>	<b>Ne sait pas</b>
<b>Danemark</b>	16,2	37,8	21,7	24,3
<b>France</b>	23,8	27,6	27,8	20,8
<b>Allemagne</b>	14,4	43,7	26,5	15,4
<b>Grèce</b>	38,4	31,2	16,5	14,0
<b>Italie</b>	25,9	35,4	21,9	16,8
<b>Pologne</b>	10,6	52,1	18,1	19,2
<b>Suisse</b>	11,3*	49,6*	25*	14,1*
<b>UK</b>	26,5	33	24,3	16,1
<b>Total</b>	20,8	38,9	22,7	17,6

\*En Suisse, la question posée était si le pays faisait partie de l'UE

Tableau 9: S'il y avait un référendum sur l'adhésion de votre pays à l'UE, comment voteriez-vous ? (En %)

	<b>Rester</b> *Devenir membre	<b>Sortir</b> *Rester en dehors	<b>Ne votera pas</b>	<b>Ne sait pas</b>
<b>Danemark</b>	47,6	32,1	4,2	16,1
<b>France</b>	42,7	30,3	7,6	19,4
<b>Allemagne</b>	61,3	23,5	6,0	9,3
<b>Grèce</b>	37,7	46,3	7,9	8,1
<b>Italie</b>	43,1	36,1	6,4	14,5
<b>Pologne</b>	64,0	14,8	7,8	13,4
<b>Suisse*</b>	10,5*	74,3*	5,7*	9,5*
<b>Royaume-Uni</b>	44,3	45,2	3,7	6,8
<b>Total</b>	48,7	32,6	6,2	12,6

\*En Suisse, la question était si le pays rejoignait l'UE

Tableau 10: Est-ce que le Royaume-Uni doit rester dans l'UE ou la quitter ? (En %)

	<b>Rester</b>	<b>Sortir</b>	<b>Ne sait pas</b>
<b>Danemark</b>	45,1	34,5	20,4
<b>France</b>	30,3	46,6	23,1
<b>Allemagne</b>	51,7	35,7	12,6
<b>Grèce</b>	32,2	51,7	16,1
<b>Italie</b>	39,8	43,2	17
<b>Pologne</b>	59	19,5	21,5
<b>Suisse</b>	26,3	55,1	18,7
<b>Royaume-Uni</b>	45,3	47,1	7,6
<b>Total</b>	41,1	41,7	17,2

Tableau 11: Généralement parlant, pensez-vous que l'adhésion de votre pays à l'UE est...? (En %)

	<b>Une bonne chose</b>	<b>Une mauvaise chose</b>	<b>Ni bonne ni mauvaise</b>	<b>Ne sait pas</b>
<b>Danemark</b>	38,9	25,3	26,3	9,6
<b>France</b>	34,4	26,5	29,8	9,3
<b>Allemagne</b>	53,3	15,6	26,6	4,5
<b>Grèce</b>	30,7	34	31,1	4,2
<b>Italie</b>	35,8	30,6	26,4	7,2
<b>Pologne</b>	62,7	9,2	20,9	7,2
<b>Suisse*</b>	8,0*	67,6*	18,1*	6,3*
<b>Royaume-Uni</b>	40,3	35,4	18	6,4
<b>Total</b>	37,8	30,8	24,6	6,9

\*En Suisse, la question était si le pays rejoint l'UE (entrer dans l'UE serait...)/TransSOL (Horizon2020, GA, no 649435)

Tableau 12: En tenant compte de tout, diriez-vous que dans l'ensemble votre pays a bénéficié ou non d'être un membre de l'Union Européenne ? (En %)

	En a bénéficié	N'en a pas bénéficié	Ne sait pas
<b>Danemark</b>	48,6	29,8	21,7
<b>France</b>	36,2	37,6	26,2
<b>Allemagne</b>	58,5	27,4	14,2
<b>Grèce</b>	37,2	53,1	9,6
<b>Italie</b>	28,2	52,7	19,1
<b>Pologne</b>	70,9	14,3	14,8
<b>Suisse*</b>	70,3*	13,4*	16,3*
<b>Royaume-Uni</b>	43,7	37	19,3
<b>Total</b>	49,4	32,9	17,7

\*En Suisse nous avons demandé si le pays a bénéficié ou non de NE PAS être un membre de l'Union Européenne/TransSOL (Horizon2020, GA, no 649435)

Tableau 13: Veuillez me dire dans quelle mesure, vous vous sentez attaché à...? (En %, assez et très attaché)

	Union Européenne	Le monde/ humanité	Pays	Région	Ville
<b>DK</b>	33,4	64,1	90,8	62,2	80,3
<b>FR</b>	47,1	72,7	88,6	80,5	79
<b>GER</b>	53,3	69	83,7	79,1	82,1
<b>GRE</b>	32,3	73,8	90,5	85	85
<b>IT</b>	49,1	73,4	78,1	80,2	82,3
<b>PL</b>	65,8	79,9	89,8	87,8	87,6
<b>CH</b>	28,1	74,6	89,1	84,0	81,1
<b>UK</b>	40,1	67,7	82,5	75,8	79,7
<b>Total</b>	43,5	71,9	86,7	79,3	82,1

Tableau 14: Solidarité et attachement à l'UE (en %)

En faveur d'une collecte de fonds pour aider les pays endettés (voir le Tableau 4)	Attaché à l'UE
<b>Pas du tout d'accord</b>	18,2
<b>Pas d'accord</b>	31,2
<b>Aucun des deux</b>	43,5
<b>D'accord</b>	59
<b>Tout à fait d'accord</b>	58,7
<b>Ne sait pas</b>	30,6
<b>Total</b>	43,5

Tableau 15: Pour chacun des groupes suivants, quelles mesures pensez-vous que le gouvernement doit maintenir ? Personnes de l'Union Européenne venant dans le \*\*\*PAYS\*\*\* pour travailler ? (En %)

	Laisser entrer tous ceux qui veulent venir	Laisser entrer les gens tant qu'il y a des emplois qu'ils peuvent occuper	Établir des limites strictes pour le nombre de personnes autorisées à entrer	Interdire l'entrée dans le pays aux personnes de ces pays	Ne sait pas
<b>DK</b>	14,6	52,1	18,9	3,8	10,7
<b>FR</b>	13	42,2	25,1	8,1	11,6
<b>GER</b>	16,3	46,2	26,1	4,8	6,7
<b>GRE</b>	22	44,7	23	4,2	6,1
<b>IT</b>	16,7	48,5	20,7	5,7	8,3
<b>PL</b>	20	44,2	19,1	5,3	11,5
<b>CH</b>	7,2	46,4	36,8	4,2	5,4
<b>UK</b>	9,7	41,2	31,8	8	9,4
<b>Total</b>	14,9	45,7	25,2	5,5	8,7

Tableau 16: Pour chacun des groupes suivants, quelles mesures pensez-vous que le gouvernement doit maintenir ? Personnes des pays n'appartenant pas à l'UE, venant dans le \*\*\*PAYS\*\*\* pour travailler ? (En %)

	Laisser entrer tous ceux qui veulent venir	Laisser entrer les gens tant qu'il y a des emplois qu'ils peuvent occuper	Établir des limites strictes pour le nombre de personnes autorisées à entrer	Interdire l'entrée dans le pays aux personnes de ces pays	Ne sait pas
<b>DK</b>	5,6	40,3	31,8	10,7	11,6
<b>FR</b>	6,2	32,8	34,3	14,5	12,2
<b>GER</b>	7	32,1	40,3	12,3	8,3
<b>GRE</b>	7,8	38	37,2	11,1	5,9
<b>IT</b>	8	46,6	27,4	9,3	8,8
<b>PL</b>	6,2	34,8	33,7	11,9	13,4
<b>CH</b>	4,5	35,3	45,1	9,2	5,8
<b>UK</b>	5,3	37	37,2	10,5	10
<b>Total</b>	6,3	37,1	35,9	11,2	9,5

Tableau 17: Selon votre opinion, comment votre pays devrait gérer la question des réfugiés fuyant la guerre en Syrie ? (En %)

	Accepter un plus grand nombre de personnes	Maintenir le même nombre de personnes	Accepter moins de personnes	Ne laisser entrer personne	Ne sait pas
<b>DK</b>	17,1	29	27	16,8	10,1
<b>FR</b>	10	21,1	29,8	25	14,1
<b>GER</b>	9,3	35,8	37	12,7	5,3
<b>GRE</b>	8,6	18,9	49,5	16,9	6,1
<b>IT</b>	8,7	23,4	34,8	22	11,1
<b>PL</b>	9,2	24,5	15,8	36,3	14,2
<b>CH</b>	15,6	38	27,3	12,2	7
<b>UK</b>	18,1	24,9	24,8	20	12,3
<b>Total</b>	12,1	27	30,6	20,2	10

Tableau 18: Solidarité avec les réfugiés syriens et l'attachement à l'UE (en %)

Que faudrait-il faire concernant les réfugiés qui fuient la Syrie ? (Voir le Tableau 17)	Attaché à l'UE
<b>Accepter un plus grand nombre de personnes</b>	61
<b>Maintenir le même nombre de personnes</b>	53,6
<b>Accepter moins de personnes</b>	38,9
<b>On ne doit laisser entrer personne</b>	29,1
<b>Ne sait pas</b>	38,6
<b>Total</b>	43,5

Figure 1: Solidarité et attachement à l'UE

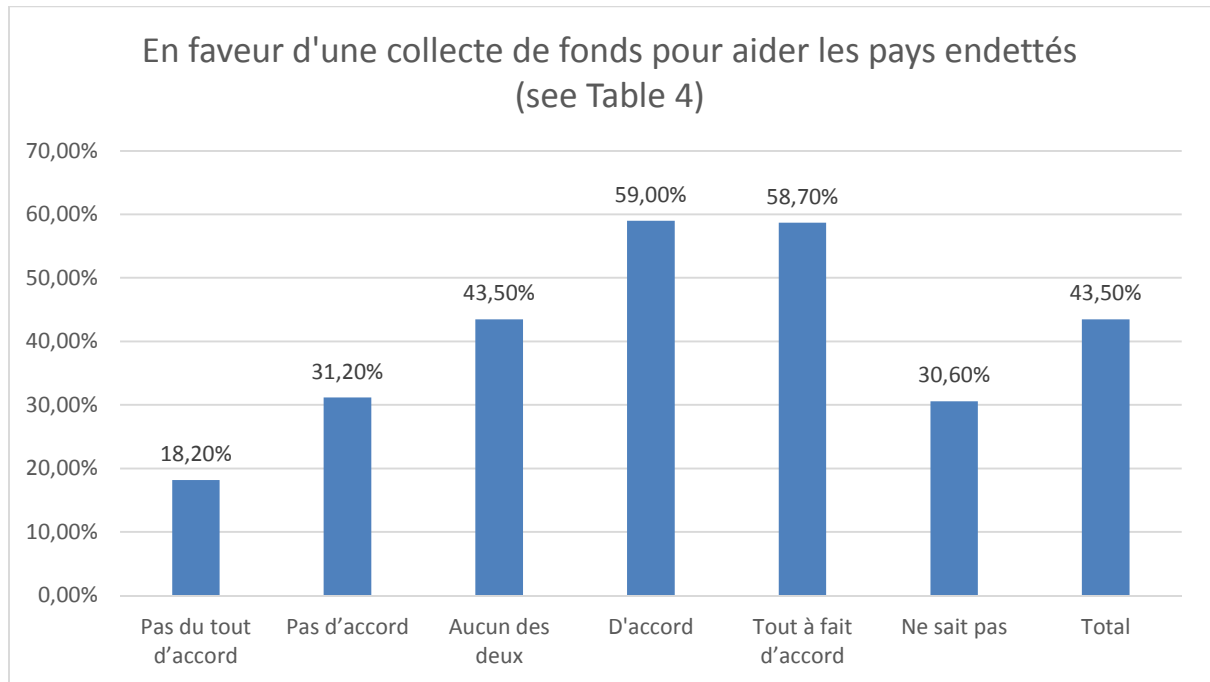


Figure 2: Solidarité avec les réfugiés syriens et l'attachement à l'UE

